

par les Russes. Une autonomie de fait, en revanche, est parfaitement dans l'ordre du possible, comme le montre l'échec de la tentative de restauration ottomane.

La fin du siècle est caractérisée par une dégradation croissante de la situation économique et politique. Les '*ulamā*' jouent un rôle politique croissant face aux émirs poussés à enfreindre la *šari'a* en raison de leurs besoins financiers croissants. Pendant ce temps, le pays devient l'objet des convoitises européennes en raison de l'affaiblissement de la force ottomane et de l'intérêt croissant porté à la réouverture de la route des Indes par la Mer Rouge.

L'Expédition d'Egypte, étudiée en détail, est le choc entre la civilisation occidentale libérée du féodalisme depuis la Renaissance et la civilisation orientale de nature conservatrice. L'auteur insiste sur la politique « islamique et nationale » des Français. On associe publiquement les '*ulamā*' et les grands marchands au pouvoir, ce qui constitue une rupture importante. Mais ce sont les mêmes groupes qui animent la résistance nationale dans les centres urbains. La résistance rurale, trop souvent négligée, est bien mise en valeur par l'auteur.

Les résultats de l'Expédition sont d'abord la destruction du système des milices à la base du pouvoir ottoman : elles se sont effondrées à la première confrontation avec une armée moderne. La guerre civile entre éléments du pouvoir a été remplacée par le choc des puissances étatiques. Une nouvelle vision des questions militaires s'impose. Sur le plan économique le système de l'*iltizām* a été profondément ébranlé. La circulation des richesses s'est modifiée. Les rapports avec les Français ont été vécus sur le mode de la différence culturelle, tandis que le sentiment de solidarité islamique s'est renforcé. En fait, l'Expédition a mis en place, mais par action négative, toutes les conditions nécessaires au changement qui s'exprime par la prise du pouvoir par Muḥammad 'Alī, étudiée ici sur le plan événementiel.

L'auteur utilise essentiellement des sources imprimées, et en particulier les chroniqueurs égyptiens qu'il cite abondamment. Les études occidentales citées sont généralement anciennes, comme celles de Déhérain (la dernière référence arabe est de 1962). Des travaux plus récents ont permis d'estimer que la coupure entre les gouvernants étrangers et les notables était moins importante qu'on ne l'estimait. La disproportion des parties et l'intérêt porté à l'Expédition d'Egypte sont extrêmement significatifs de la vision générale de l'histoire égyptienne par les historiens égyptiens.

Henry LAURENS
(Université de Paris IV)

‘Abd al-Mun‘im AL-DUSUQĪ AL-ĞAMĪ‘Ī, *al-Hadīw ‘Abbās al-ṭānī wa-l-Hizb al-waṭānī*, 1892-1914. Le Caire, 1982. 303 p.

Ce livre analyse les rapports du Khédive ‘Abbās Ḥilmī avec le mouvement national de 1892 à 1907, puis, à partir de cette date, avec le Hizb al-Waṭānī. Il donne de nombreux aperçus sur la politique générale de cette période, et surtout donne les lignes principales de l'évolution du Khédive.

Les premières années de l'occupation britannique sont celles d'un relatif équilibre entre les pouvoirs du Khédive, qui craint un retour de la révolution, et ceux des Anglais, qui sont en

train de s'installer. Le moment où le jeune Khédive remplace son père (il a juste dix-huit ans selon le calendrier hégririen) est celui où les Anglais disposent des moyens et de la volonté d'accroître leur influence. L'ancien équilibre est rompu.

Pendant deux ans, le Khédive cherchera à affirmer son autorité et à résister aux empiétements des Anglais mais il devra finalement céder. A partir de 1894, son action devient secrète. Il prend contact avec Nadim, avec 'Abduh; surtout il aide les organisations secrètes dans l'armée et dans l'administration et discerne rapidement l'importance du jeune Muṣṭafā Kāmil, son cadet d'un mois. Il finance les études de ce dernier en France.

Muṣṭafā Kāmil a compris dès 1882 la nécessité d'éviter de s'opposer à la fois au Khédive et aux étrangers. Il ménagera constamment le Khédive, tout en lançant une propagande favorable aux Ottomans (dernier obstacle à la proclamation d'un protectorat anglais sur l'Egypte) et en jouant sur les oppositions entre l'Angleterre et les autres puissances européennes. L'action nationale est tout pour le chef du mouvement national et on doit y sacrifier la politique intérieure. Quant au Khédive, son opposition aux Anglais n'existe que dans la mesure où ceux-ci s'opposent à son autorité. C'est sur cette équivoque que reposent ses relations avec le mouvement national.

On peut discerner quatre périodes, à partir de 1894, dans la politique khédiviale envers les Anglais :

1) La résistance (1894-1898). Elle s'accompagne d'une politique islamique revendiquant la constitution d'un califat arabe à son profit.

2) La soumission (1898-1907). Elle est entraînée par l'échec des Français à Fachoda puis par l'Entente cordiale. Le Khédive accepte de signer les accords de condominium sur le Soudan. L'affaire de Tābah en 1906 montre l'impuissance des Ottomans à aider l'Egypte. Le Khédive prépare activement l'après-Cromer en nouant des liens avec d'importants responsables anglais.

3) La conciliation (1907-1911). Gorst est un ami personnel du Khédive. Il mène une politique de rapprochement avec le Khédive dont il augmente les pouvoirs pour le séparer du mouvement national. Après la mort de Muṣṭafā Kāmil, le Khédive essaye de prendre le contrôle du Ḥizb al-Waṭānī, mais il échoue devant l'opposition de Muḥammad Farīd. La rupture est totale après l'assassinat de Buṭrus Ġāli en 1910, qui entraîne une forte répression contre le parti et l'exil de son chef en 1912.

4) Le retour à la résistance (1911-1914). La nomination de Kitchener marque le retour des Anglais à la politique d'autorité et la fin de la conciliation avec le Khédive. Kitchener cherche en fait à déposer le Khédive et à le remplacer par une personnalité plus docile. 'Abbās est amené par les événements à reprendre contact avec les nationalistes. Muḥammad Farīd lui impose comme condition la proclamation d'une Constitution. L'action en ce sens est prévue pour la fin de 1914. Le décret sera même publié à Istanbul le 11 mars 1914. Le Khédive, blessé dans un attentat dans cette ville, ne pourra pas rentrer à temps en Egypte. Il est déposé, et les Anglais imposent leur protectorat à l'occasion du déclenchement de la guerre, après avoir hésité, plus radicalement, à annexer l'Egypte à l'Empire britannique.

Ce livre est bien documenté et clair. Il s'appuie sur de nombreuses sources archivistiques égyptiennes. Il y a parfois quelques répétitions inutiles. Il a le mérite de donner le rythme politique de cette période de l'occupation anglaise. En dernière analyse, ce qui motive toujours le Khédive, c'est la défense de son autorité et non la cause nationale. On peut regretter que son action arabe et islamique soit négligée. N'y a-t-il pas dans la politique de conciliation à partir de 1907 l'espérance d'obtenir le soutien anglais pour ses ambitions sur la Palestine et la Syrie ? Les sources diplomatiques françaises et anglaises décrivent abondamment l'action de ses propagandistes dans ces régions à partir de la révolution Jeune-Turque. Ces ambitions sont évidemment contradictoires avec les objectifs égyptiens ou ottomans du mouvement national. Comme on le sait, Kitchener préfèrera rompre les liens entre l'Egypte et la Grande Syrie et cherchera d'autres relais dans le monde arabe. Cette question qui est importante n'existe peut-être pas dans les sources utilisées et, de toute façon, dépasse le thème précisément traité par le livre.

Henry LAURENS
(Université de Paris IV)

Ṭāriq AL-BIŠRĪ, *Al-Muslimūn wa-l-Aqbāṭ fī iqār al-ğamā'at al-waṭaniyya*. Beyrouth, 1982.
728 p.

Ce livre riche et dense a pour auteur l'un des plus importants intellectuels égyptiens contemporains. En dehors de son œuvre d'historien, il exerce actuellement d'importantes fonctions officielles. C'est l'une des personnalités les plus importantes de l'ancienne gauche nassérienne proche de l'actuel mouvement islamique.

Cet ouvrage a été écrit à la suite de la guerre de 1967 : la cohésion nationale devenait l'un des enjeux des conflits de la région. La tension communautaire des années 1970 montrait l'importance vitale de cette question.

Comme le titre l'indique il s'agit de l'analyse de la construction nationale égyptienne par le mélange des deux communautés. Il ne décrit pas l'évolution autonome de celles-ci, mais il étudie leurs rapports au mouvement national. Ce dernier concept est central dans la pensée politique et historique égyptienne : il permet d'interpréter l'évolution de l'expérience nationale en termes dynamiques en dépit des contradictions internes comme celles opposant le modernisme laïciant et le mouvement islamiste.

Cette expérience nationale s'exprime à partir de 1805 par l'affirmation de l'Etat qui, jusqu'en 1882, s'appuie sur l'armée. L'appel à des Egyptiens pour le recrutement militaire (1822) constitue le début réel de l'égyptianisation de l'Etat. Les Egyptiens cessent d'être un peuple conquis et dominé. Les Coptes sont absents de l'armée, mais leur action s'élargit à l'ensemble de l'administration civile. Or le service civil, comme le montrent les équivalences hiérarchiques, est du même ordre que le service militaire.

La progression des Coptes dans les différents services de l'Etat suit le rythme plus général de l'égyptianisation. L'absence d'idéologie religieuse à l'époque de Muḥammad 'Alī en raison